

JUIN 2020

IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LE THÉÂTRE



Guichet Fermé

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DES
RÉSULTATS DU SONDAGE

cqT CONSEIL
QUÉBÉCOIS
DU THÉÂTRE



Crédits
Réalisation du sondage, analyse des données et rédaction
Sophie Devirieux et Morad Jeldi, *responsables de la recherche et des stratégies politiques*

Coordination
Marine Gauthier, *coordonnatrice des communications*

Sous la supervision de Sylvie Meste, *directrice générale*
et des membres du conseil d'administration

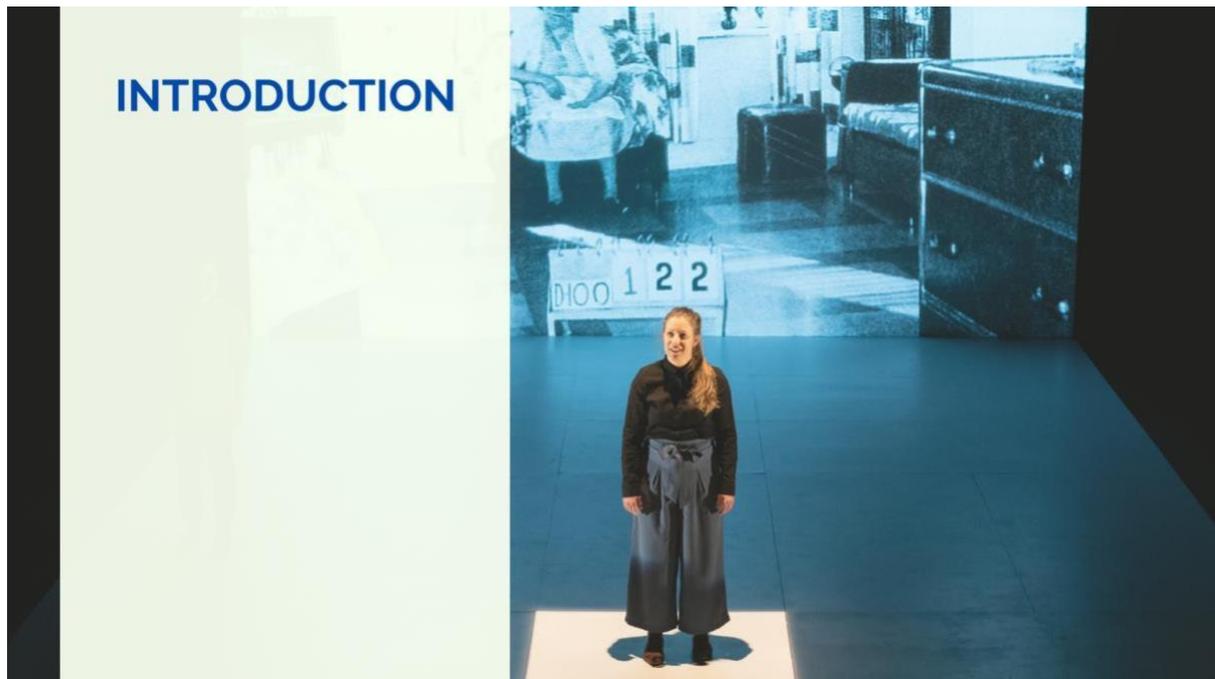
Les résultats présentés dans ce document sont la synthèse des réponses à un sondage qualitatif effectué par le CQT auprès des membres de la communauté théâtrale aux mois d'avril et mai 2020. Ils reflètent l'opinion des répondant.e.s et ne résument pas la position particulière du CQT en la matière.

Reproduction autorisée avec mention de la source

© Conseil québécois du théâtre, 2020

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
LE CONFINEMENT, INCOMPATIBLE AVEC LA NATURE GRÉGAIRE DU THÉÂTRE	5
Conséquences du télétravail	5
L'impossibilité d'être ensemble	6
UN MILIEU PRÉCAIRE FINANCIÈREMENT, MENACÉ PAR LA CRISE	8
Pertes financières pour les travailleur.euse.s autonomes	8
Organismes en danger	9
Annulation des projets internationaux et des tournées	10
LES IMPACTS SUR LES RESSOURCES HUMAINES: LE DÉTRICOTAGE DU TISSU SOCIAL	12
Gestion d'urgence et mises à pied	12
Obligation de se réinventer professionnellement	13
Une reprise complexe à anticiper	14
Avenir fermé pour la relève	15
EN-DEHORS DE LA SCÈNE : LES CONSÉQUENCES SUR UN ART DE LA RENCONTRE	16
Fragilisation de la relation avec le public	16
Est-ce que les spectateur.trice.s reviendront?	17
Arrêt des activités de médiation	18
COMMENT IMAGINER LA SUITE POUR LE THÉÂTRE?	19
Difficile report de saison	19
Incertitudes quant à l'avenir	20
Impacts sur les enveloppes budgétaires	21
CONCLUSION	23
ANNEXE	25



ICI présentée à l'Espace libre. Photo © Sylvie-Ann Paré

Le 7 avril 2020, alors que la COVID-19 contraignait depuis presque un mois le Québec à un confinement historique, le Conseil québécois du théâtre (CQT) lançait en ligne un sondage adressé à l'ensemble des acteurs du milieu, qu'ils soient artistes, producteurs, diffuseurs ou organismes de services. Ce sondage visait à circonscrire les impacts des premières semaines du confinement ainsi que ceux qui, à cette époque du début de la crise, étaient anticipés pour les mois à venir. Le CQT souhaitait ainsi cerner la situation afin de documenter les réalités des différents acteurs du secteur théâtral. Les données recueillies parmi les quelques 263 personnes ayant répondu à l'appel lui permirent de mieux coordonner ses actions et de revendiquer des mesures d'aide et de relance auprès des instances gouvernementales.

Si plusieurs types d'impacts avaient été répertoriés par le CQT au moment de lancer le sondage, des espaces réservés invitaient aussi les répondant.e.s à décrire les impacts qui les concernaient et qui ne figuraient pas dans le questionnaire initial, ainsi que ceux qu'ils et elles imaginaient dans l'éventualité où le confinement s'étendrait sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Le 20 avril 2020, date de fermeture du sondage, il était impossible d'anticiper la tournure que prendrait la suite des événements. Toutefois, plusieurs témoignages, en plus de brosser un portrait saisissant de la situation au début du confinement, présagent de l'évolution des impacts de la crise sur le milieu théâtral. Le présent rapport fait état de ces nombreux témoignages, essentiels pour comprendre l'ampleur des conséquences qu'avait, après quelques semaines seulement, la crise de la COVID-19 sur les organismes et les personnes qui font le milieu théâtral du Québec.



LE CONFINEMENT, INCOMPATIBLE AVEC LA NATURE GRÉGAIRE DU THÉÂTRE

Le malade imaginaire: Molière chez les Paré! Photo © Jean-François Hamelin.

Conséquences du télétravail

Créer en temps de confinement

Le télétravail occasionne un changement de la nature du travail pour tous les travailleurs.euse.s du milieu théâtral. L'isolement, contraire à la nature grégaire de la création en arts vivants, freine considérablement la productivité. Si on observe, principalement dans les médias, une tendance à vanter cette période de confinement comme favorable à la création, la réalité pour les artistes professionnel.le.s est toute autre. Il s'agit moins d'une période de création, que d'une période de crise où la concentration et l'abandon nécessaires à l'inspiration sont absorbés par le stress ambiant. Par conséquent, l'imaginaire des artistes, qui se caractérise ordinairement par sa liberté et sa diversité, est limité aux paramètres de la pandémie et son état de survivance.

Plusieurs initiatives sur les réseaux sociaux montrent des artistes qui créent et diffusent depuis leur domicile. Cette tendance, certes louable, contribue à l'idée d'un renouveau majeur dans la création, notamment par la voie de l'art chez soi et du numérique. Or, si les productions sur le web sont complémentaires à la crise actuelle, elles n'offrent pas une alternative réelle aux arts vivants, ni n'appellent à les repenser fondamentalement. En outre, il s'agit dans la plupart des cas de travail bénévole puisque les cachets des artistes sur les plateformes numériques échappent aux règles contractuelles habituelles. La pandémie transformera sans doute le théâtre, comme elle transformera la société entière, et les artistes du vivant doivent pouvoir contribuer au bouleversement historique, dans le respect de la nature de leur discipline.

Conciliation vie professionnelle/vie privée

D'un point de vue pratique, la création en temps de confinement s'arrime mal à la conciliation travail/vie privée. Pour certain.e.s, la présence constante des enfants à la maison, surtout

quand l'autre parent se trouve également en télétravail, alourdit des journées déjà bien remplies. Pour l'instant, ce cumul des charges joue grandement dans la difficulté de maintenir, renouveler ou trouver de nouveaux contrats, à plus forte raison quand presque toutes les activités du milieu sont à l'arrêt. Le travail à la maison exacerbe la difficulté de démarrer de nouvelles œuvres (création, écriture, demandes de subvention, etc.), tandis que celles déjà en cours accusent un retard qui se répercute sur la carrière globale des travailleur.euse.s autonomes. Comment continuer l'écriture, la création, les demandes de subvention, les tournées ou toute autre étape attachée à un projet quand celui-ci se destine probablement à ne jamais voir le jour? Même dans le cas d'une reprise, comment alimenter un projet dont le décalage temporel risque de menacer la pertinence artistique, au sortir d'une crise dont on ignore encore les conséquences?

« Je ne travaille plus. J'avais du télétravail, des réunions Zoom trois matins par semaine, et du travail à la maison qui venaient rythmer le confinement. Mais c'est maintenant annulé aussi. »

Détresse psychologique

À la solitude s'ajoute la détresse de l'incertitude. Pour les travailleur.euse.s autonomes, l'annulation des plans pour les prochains mois entraîne une fragilité financière, et maintient en suspens un mode de vie déjà précaire. Malgré la résilience et la créativité des artistes, l'inaction et l'indétermination mettent en déroute. Cette période de pandémie n'en est pas une de pause, mais de détention. L'aspect romanesque des premières semaines a laissé place à une remise en question profonde de l'art dans la société : la prise de conscience générale que le théâtre, loin de se ranger parmi les services essentiels, est relégué au plan des loisirs ou du divertissement – sans l'aspect lucratif de ces secteurs – provoque une perte de sens sans précédent. Le sentiment de désœuvrement avec lequel sont abandonné.e.s les artistes les livre à une détresse psychologique, à plus forte raison quand les mesures d'aide gouvernementales sont floues et insuffisantes.

L'impossibilité d'être ensemble

Des organismes au ralenti

Certains organismes parviennent à réorienter leurs activités – de formation, par exemple – en ligne, mais cette situation est loin d'être répandue et ne présage pas d'un horizon rassurant pour les mois à venir. Dans l'éventualité d'un confinement prolongé, le milieu a urgemment besoin de soutien pour développer des outils en télétravail. En effet, la gestion des équipes à distance occasionne une perte de motivation et de cohésion, notamment parce que l'organisation du travail de chacun.e est à revoir. Que faire des employé.e.s dont les tâches s'évanouissent en raison de l'annulation des étapes de production, de diffusion et de développement de public? Et que dire aux collaborateur.trice.s affecté.e.s par les mesures? Sur le plan de la création, les concepteur.trice.s ne sont pas disponibles mentalement; l'incertitude du futur nuit à la disposition créative. Dans de telles circonstances, les projets ralentissent, même s'ils ne sont pas directement touchés par la pandémie.

Perte du réseautage et de la visibilité

Comme les contrats reposent en grande partie sur le réseautage en personne, par le biais d'événements, de premières et de lancements de saison, les opportunités de travail pour les travailleur.euse.s autonomes sont drastiquement réduites par le confinement. Cette perte se

fait particulièrement sentir au printemps, car cette période, riche en festivals, offre de nombreuses occasions propices aux rencontres professionnelles.

Pour la communauté théâtrale, les festivals sont des lieux riches en échange et en (auto)promotion. La crise provoque une perte de rayonnement et de visibilité importante, autant pour les spectacles de tournée que pour les créations en chantier, et impacte sur leurs chances de diffusion future. Privées de vitrine pour les diffuseurs, les créations sont menacées de disparaître.



UN MILIEU PRÉCAIRE FINANCIÈREMENT, MENACÉ PAR LA CRISE

Le Soulier, une pièce de David Paquet présentée au Théâtre la Seizième. Photo © Gaetan Nerincx.

Pertes financières pour les travailleur.euse.s autonomes

Impacts actuels

Pour plusieurs travailleur.euse.s autonomes, suspendre quelques mois de travail a des répercussions sur l'année entière, car la nature de leurs activités implique que la répartition de leurs revenus est inégale, suivant la saison. Par exemple, pour un artiste qui réalise une bonne partie de son année financière durant le printemps, les mois d'été peuvent s'avérer délicats avant que les cachets de la reprise automnale ne soient versés. Si la Prestation canadienne d'urgence (PCU) offre une béquille substantielle pour plusieurs, elle destine néanmoins les travailleur.euse.s autonomes à une grande précarité, principalement pour celles et ceux qui gagnent une partie de leurs revenus annuels au printemps et à l'été. De plus, comme elle n'est valable que 16 semaines, les versements des prestataires qui en ont fait la demande dès le début de la crise, soit en mars, s'arrêteront en juillet.¹ Par conséquent, les circonstances actuelles menacent plusieurs travailleur.euse.s autonomes de puiser dans leurs économies personnelles. Les dépenses engendrées par la crise se font dans un climat d'autant plus anxiogène que, actuellement, les travailleur.euse.s autonomes assistent de semaine en semaine à la perte progressive d'opportunités professionnelles, de revenus projetés, d'une quantité importante de droits de suite et droits d'auteur, et ce, sans la possibilité de trouver un emploi en attendant.

« J'ai tout perdu. Tous mes contrats, toutes les représentations des spectacles que je devais jouer, toutes les répétitions que je devais faire, tous les spectacles à venir sont incertains. Je n'ai plus rien dans l'instant présent et je ne sais absolument pas quand j'aurai à nouveau du travail. C'est un stress financier et psychologique immense. »

¹ Justin Trudeau annonçait le 16 juin 2020 une prolongation de 8 semaines de la période d'admissibilité à la PCU.

Impacts à venir

Parce que le budget des travailleur.euse.s autonomes repose sur les activités anticipées, l'instabilité dans laquelle les plonge la crise complique leur capacité à prévenir les moments creux de la prochaine année. En plus des représentations annulées, la compagnie qui les engage peut faire faillite, opacifiant sérieusement les scénarios de retour au travail. Comment investir des heures dans un projet quand on n'a que peu de garanties sur ses chances d'être maintenu? Pour les comédien.ne.s, comment compter vraisemblablement sur les auditions disponibles et les contrats d'animation? Et comment se projeter dans l'avenir alors qu'une deuxième vague de contagion pourrait à nouveau toucher le Québec ?

Organismes en danger

Pour les plus petits organismes

Dans le cas des petites compagnies et des compagnies intermédiaires – compagnies à projets, par exemple, sans lieu de diffusion – les revenus autonomes servent généralement à payer l'ensemble des activités artistiques : cachets, droits de suite, régisseur.euse.s, technicien.ne.s de scène, etc. Par conséquent, sans revenus de billetterie, il leur est impossible de rémunérer les artistes et les collaborateur.trice.s. Pour certaines compagnies, la crise correspond à la perte de l'entièreté des revenus garantis. Par exemple, pour les productions annulées en mars ou en avril dernier, le spectacle ayant été livré par les concepteur.trice.s, une majorité des dépenses aura déjà été engagée. L'annulation des représentations, juste avant la première, place ces compagnies dans une situation précaire car elles sont financièrement engagées, tout en étant privées de la majorité de leurs revenus, et sans garantie de report. Comment, et surtout quand, espérer reprendre les représentations d'une production annulée en mars ou en avril dernier? Sera-t-il possible de reprendre le spectacle dans le lieu censé le diffuser? Les compagnies devront-elles approcher de nouvelles directions artistiques pour assurer une reprise? Et surtout, y aura-t-il encore du soutien des différents conseils des arts pour cette prolongation et ses imprévus, par exemple, s'il faut retourner en répétition pour remplacer un.e interprète?

La faillite menace certaines jeunes compagnies, surtout quand celles-ci ne se qualifient à aucune mesure d'aide gouvernementale – outre la PCU qui peut soutenir momentanément les comédien.ne.s et les concepteur.trice.s. Ces compagnies ne sont pas admissibles à un prêt car leurs activités sont trop récentes, ou trop modestes, elles ne peuvent recevoir la subvention salariale parce qu'elles n'engagent que des contractuel.le.s, et ne sont pas, ou pas encore, soutenues par un conseil des arts. Parce qu'elles tombent dans une faille du système, c'est l'existence même de la compagnie qui est en jeu. Sans aide gouvernementale, c'est la faillite.

Pour les plus grands organismes

Dans le cas des plus grands organismes – compagnies au fonctionnement notamment, producteurs-diffuseurs, etc. –, la crise occasionne beaucoup de pertes de revenus autonomes, dont plusieurs en financement privé. Le plan financier et les horaires annuels se retrouvent complètement chamboulés, ce qui occasionne une forme de récession des moyens et des lieux de création et de diffusion.

Pour certains, ce sont des travaux majeurs d'immobilisation et d'infrastructure qui sont menacés. Par exemple, des projets de nouvelles salles sont gravement retardés à cause d'un engorgement important dans le milieu de la construction. Ce retard dans la capacité d'opération engendrera des coûts plus élevés. Par ailleurs, dans le cas où un projet de la même envergure faisait l'objet d'une levée de fonds pour compléter le budget, l'initiative est maintenant avortée avant même que l'objectif n'ait été atteint.

L'aide actuelle est clairement insuffisante pour les grands organismes, car si elle permet l'apport de liquidités, elle ne compense pas les revenus perdus. Ainsi, le contexte de la crise les soumet à une précarité certaine.

Pour la suite

Dans les mois à venir, de nombreuses compagnies anticipent des pertes de revenus considérables. Pour les diffuseurs, des pertes en redevance sont à prévoir, ne serait-ce qu'à cause de la baisse des revenus de location à des compagnies indépendantes. La plupart des compagnies s'attendent à des pertes attribuables aux faibles taux de prévente des spectacles, des abonnements et des groupes scolaires. Ces pertes occasionneront un déficit d'opérations qui freinera leur capacité à mener leurs activités, sans parler de la mise en marché qui sera probablement beaucoup plus difficile qu'en temps normal.

À l'extérieur de Montréal, on craint la fermeture des petits organismes en faveur des plus gros diffuseurs multidisciplinaires, ainsi que la concentration des activités culturelles dans un même lieu afin d'éviter la multiplication des sites de propagation du virus.

Dans le cas des compagnies à projet, l'incertitude quant au maintien des subventions est grande, dans l'éventualité où la saison 2020-2021 était touchée dans sa programmation, et que leur spectacle était annulé. À moyen terme, de nombreuses compagnies craignent la faillite. Dans un contexte où il n'y aurait pas de regroupement possible durant plusieurs mois, ces compagnies ne pourraient pas survivre, même avec des avances de subventions. L'accès à plus de liquidités est une mesure à court terme, mais elle ne fait que reporter le problème à plus tard. Ces compagnies ont besoin de mesures financières durables comme des compensations aux pertes de revenus, un prolongement de la subvention de 75% à l'emploi pour relancer les activités, lorsque ce sera possible, et un accès plus facile aux programmes de fonctionnement des conseils des arts.

Annulation des projets internationaux et des tournées

Des occasions manquées

La période de la crise impose un haro sur les projets en cocréation et en coproduction avec des partenaires étrangers; s'ils ne sont pas déjà annulés, ils sont gravement menacés. Pour les compagnies qui désiraient développer des projets en tournée, l'arrimage avec le réseautage de diffusion internationale est coupé. L'annulation des visites des diffuseurs étrangers pendant la période effervescente des festivals – comme le Festival TransAmériques (FTA), mais aussi les occasions de *shows cases* et autres vitrines pendant l'été, ainsi que les fenêtres offertes par Cinars et off-Cinars en novembre – met à mal toute volonté d'exportation à l'international.

Pour les tournées déjà prévues à l'automne, alors que les contrats devraient être signés ce printemps, le doute retient les ententes. Comment aller de l'avant avec des projets dont on ne connaît pas la destinée? Ces productions pourront-elles encore compter sur le soutien financier à la tournée? Les diffuseurs qui avaient déjà manifesté un intérêt pour un spectacle vont-ils reculer maintenant qu'ils n'ont plus les moyens de le recevoir?

Des professions menacées

L'incertitude quant au droit à voyager librement entrave les activités de plusieurs travailleur.euse.s autonomes qui œuvrent presque exclusivement sur des spectacles en tournée. Tous leurs contrats ont cessé brutalement, et la reprise s'annonce très complexe. Sera-t-il possible pour ces personnes d'accepter des contrats dans les autres régions du Québec? Dans l'éventualité où les tournées internationales reprennent, faudra-t-il prévoir un isolement de quatorze jours à l'arrivée et au retour? Et si oui, comment l'organiser sans être en contact avec sa famille immédiate, et sans défrayer des coûts pour s'isoler dans un logement différent? Non seulement la quarantaine imposée aux voyageur.euse.s entraîne des frais, mais elle les empêche également de travailler pendant cette période.



Fleuve, concept de Compagnie et Cie. et production du TNM. Photo © Jean-François Gratton

Gestion d'urgence et mises à pied

Dans les organismes

La baisse de production des théâtres engendre sans surprise un ralentissement du travail avec les collaborateur.trice.s et se solde par une réduction du personnel. Ce ralentissement implique aussi une réduction des heures pour les postes permanents, des arrêts ou reports de contrat avec les artistes, et l'annulation de plusieurs activités secondaires. La rupture du lien avec certain.e.s employé.e.s surnuméraires – notamment les contractuel.le.s, les stagiaires et les étudiant.e.s bénéficiant d'un programme de soutien en emploi d'été – inquiète les théâtres et les organismes d'un milieu habitué à œuvrer de façon solidaire, dans la valorisation et le respect des talents individuels.

Dans les plus grandes compagnies, c'est toute la structure de fonctionnement qui est fragilisée. On assiste à la mise à pied temporaire de certains postes, notamment ceux du développement de public, de la billetterie et des communications. Dans les circonstances, pour les organisations qui cherchaient à combler des postes vacants, la difficulté d'embauche est grande à cause des mesures de confinement, d'une part, et de l'incertitude du moment de reprise des activités régulières, d'autre part.

« Beaucoup de travail est à accomplir sans promesse de résultats. Je me mets de la pression pour garder mes artistes en vie créative et financière. »

Dans les petites compagnies, la crise empêche l'établissement de nouveaux contrats, et force l'arrêt des cachets aux artistes, ainsi qu'à la direction artistique. Pour certaines, la mise à pied de la direction de production et de la direction technique semble inévitable; l'épuisement des employé.e.s restant.e.s se fait sentir au sein des équipes. À cela s'ajoute le fait que, pour de nombreuses petites compagnies, les équipes sont très restreintes ou composées d'une seule

personne. Le cas échéant, la mise à pied de la direction administrative entraîne la fermeture pure et simple de l'organisme. L'impact de la crise se mesure donc au stress, à l'isolement et à la déroute que vivent les travailleur.euse.s, des effets qui, dans un milieu tissé serré comme celui du théâtre, contaminent rapidement tout l'entourage.

Pour la suite

Si la situation se prolonge au-delà de la période estivale, de nombreuses compagnies se verront dans l'obligation d'évaluer les ressources essentielles au roulement de l'entreprise, et de prendre des décisions en conséquence. On assistera à une révision des plans stratégiques et des définitions de tâches, ainsi qu'à une probable restructuration de toute l'organisation, des équipes de réalisation aux assistant.e.s, en passant par les ateliers de confection. Ces remaniements risquent de faire émerger des tensions au sein des équipes, dans un climat déjà suffisamment altéré par la perspective des annulations répétées.

En cas de cessation des activités, de nombreuses compagnies craignent de devoir se départir d'employé.e.s permanent.e.s qui continuent en ce moment d'opérer courageusement l'organisme en prévision d'une reprise. Si cette perspective est déchirante, celle de perdre des expertises, rares et spécifiques au domaine culturel, est réellement problématique, attendu que plusieurs de ces personnes mises à pied risquent entre temps de se tourner vers d'autres emplois.

Obligation de se réinventer professionnellement

« L'incertitude nous pousse, ma copine et moi qui sommes tous deux interprètes, à envisager de faire autre chose pour gagner notre vie. Nous avons certaines économies, mais s'il faut plusieurs mois avant la réouverture des théâtres, nous n'y arriverons pas. Vaut-il mieux se préparer à une relance du milieu culturel, ou s'investir dans un nouveau plan de carrière? »

Avec la cessation des activités artistiques et la perte, pour certain.e.s, des emplois de subsistance dans d'autres domaines que les arts, c'est une majeure partie des revenus qui est suspendue pour beaucoup des travailleur.euse.s autonomes du milieu. Ces personnes sont nombreux.euse.s à songer à se trouver un autre métier, soit dès maintenant, soit lorsque le confinement sera terminé et que rouvrira le marché du travail. Car même lorsque le théâtre reprendra, on anticipe une reprise à la fois anémique et saturée qui forcera plusieurs travailleur.euse.s à chercher d'autres occupations pour survivre. Pour certain.e.s, comme les travailleur.euse.s de plus de 60 ans, cette perspective est dramatique.

Pour les organismes, cette réorientation inévitable signifie un appauvrissement du réseau professionnel, un impact qui, en contexte de relance, générera des remplacements nécessaires et tous les frais afférents. Plusieurs collaborateur.trice.s privilégieront probablement les contrats les plus payants pour pallier leurs pertes de revenus, une situation que redoutent les jeunes compagnies, qui ne pourront pas offrir des conditions salariales compétitives. On prévoit qu'un nombre historique d'artistes abandonneront leur vocation, un phénomène à même de démanteler le tissu social du milieu des arts vivants.

Une reprise complexe à anticiper

Le coût humain

Lorsque les activités théâtrales reprendront, le report de nombreux événements dans un calendrier déjà chargé provoquera des conflits d'horaires difficilement solubles. Entre les contrats reconduits, ceux déjà prévus, et les emplois temporaires attrapés au vol pendant ou juste après la crise, les travailleur.euse.s autonomes devront choisir, quitte à amputer certains projets. Le réajustement des équipes influencera les échéanciers de création et la durée prévue des répétitions, sans qu'il soit possible d'adapter les cachets. Par ailleurs, comme les représentations ne pourront pas reprendre du jour au lendemain, une période de latence supplémentaire pour les technicien.ne.s. de scène est à prévoir, alors même que le milieu aura repris ses activités.

Pour les personnes sans nouveau contrat depuis le début de la crise, et sans report de projets annulés, la reprise ne sera pas nécessairement synonyme de nouvelles opportunités. On risque d'assister à une recrudescence de la compétition dans le domaine, un phénomène désolant pour une petite communauté qui se connaît et se soutient depuis des années.

Chez les producteurs et les diffuseurs, la reprise impliquera de travailler dans l'urgence pour rattraper le temps d'arrêt, mais avec des équipes réduites. La demande en gestion sera écrasante, puisque l'automne correspond, pour plusieurs, au dépôt de nouvelles demandes de subventions. On craint que l'énorme pression de repartir la machine théâtrale (marketing, communications, opération de la salle, etc.) ne repose sur les épaules des personnes épargnées par les mises à pied, ces travailleur.euse.s culturel.le.s qui n'auront pas été à l'arrêt pendant le confinement, mais en situation de télétravail. Les impacts psychologiques à long terme, dont l'épuisement professionnel, annoncent un roulement de personnel inquiétant.

Conséquences à long terme

La relance des activités théâtrales ne se fera pas sans heurts, car la crise aura engendré des pertes dont les conséquences se feront sentir pendant plusieurs années. Si les artistes craignent pour leur carrière, les diffuseurs redoutent un épuisement créatif et une baisse drastique des propositions de projets. Financièrement, plusieurs organismes et de nombreux.se.s travailleur.euse.s autonomes risquent de ne pas s'en remettre, entravant des plans élaborés soigneusement depuis des années. Par exemple, les contractuel.le.s qui voient par eux-mêmes à économiser pour leur retraite vont accuser des pertes importantes – et non-récupérables.

C'est tout l'écosystème théâtral qui menace de s'affaïsser, abimant au passage l'architecture humaine et structurelle que des décennies d'implication personnelle et collective ont mis à bâtir. À cet égard, les relations entre les syndicats et les associations professionnelles, véritables remparts pour des travailleur.euse.s aux conditions précaires, risquent de s'altérer considérablement. On anticipe, par exemple, un dialogue plus complexe entre certaines associations qui réagissent de manière opposée aux informations livrées par les instances gouvernementales. Leurs divergences pourraient présager d'une avalanche de griefs qui viendraient fragiliser les associations et leurs membres, et accélérer la disparition de plusieurs petites compagnies.

Comme souvent dans les situations de précarité et de concurrence, les personnes les plus vulnérables sont les plus à risque. La crise creusera les inégalités déjà frappantes dans un milieu où le pouvoir n'est malheureusement pas horizontal. Quid des avancées pour défendre la représentativité, l'équité et la diversité, qui font la fierté des artistes depuis quelques années? Quid du combat que mènent ardemment les femmes pour exister dans un milieu encore majoritairement masculin? Les ressources financières plus rares inciteront-elles les compagnies à se rabattre sur des valeurs sûres – et normatives – réduisant davantage les opportunités pour de nouveaux visages?

Avenir fermé pour la relève

« Sur le marché du travail depuis deux ans, je voyais ma carrière monter en flèche et j'avais une très belle année devant moi. Maintenant, j'ai peur. Je ne sais pas si j'aurai à nouveau l'occasion de reconstruire ma popularité dans mon milieu. »

La crise actuelle va durement toucher la relève artistique pour laquelle l'insertion professionnelle est déjà difficile. Pour les finissant.e.s en début de carrière, l'introduction au marché du travail est perdue, entre autres parce qu'ils et elles n'auront pas pu profiter de la visibilité des spectacles de fin d'année, et parce que plusieurs des opportunités de travail à venir sont annulées – notamment les opportunités estivales que représentent les festivals et certains tremplins habituels pour la relève, comme le Théâtre de la Roulotte.

Les jeunes compagnies sont particulièrement précaires car, pour la plupart, n'ayant pas encore assez d'activités pour générer de salaire, les heures investies dans un nouveau projet sont bénévoles, sans espoir désormais de les rémunérer. Mais la relève n'est pas vulnérable que financièrement, elle l'est aussi et surtout sur le plan professionnel. En effet, elle ne bénéficie pas d'une grande expérience et ne dispose ni des ressources en gestion de carrière ou de projets, ni d'un réseau professionnel assez solide, ni de la notoriété essentielle à un contexte compétitif de relance. La peur de sombrer dans l'oubli est grande, juxtaposée à la conviction que les diffuseurs n'oseront plus travailler avec de jeunes artistes, inconnu.e.s du public.



EN-DEHORS DE LA SCÈNE : LES CONSÉQUENCES SUR UN ART DE LA RENCONTRE

XAJOJ TUN RA BINAL ACHI, compagnie et création Ondinnok. Photo © Martine Doyon

Fragilisation de la relation avec le public

Rupture du lien

« L'art théâtral repose sur le rassemblement. Si ce qui arrive transforme profondément la façon d'être ensemble et de se sentir en sécurité, je ne peux même pas imaginer les conséquences sur notre pratique. »

Il est primordial de comprendre combien la crise actuelle entraîne une perte importante de public, tant scolaire que régulier, et ce, pas seulement pour les spectacles annulés. L'absence des publics dans les salles prive de revenus les productions annulées au printemps et à l'été, mais elle présage surtout d'une rupture du lien privilégié de confiance et de reconnaissance entre les spectateur.trice.s et les artistes. Si plusieurs théâtres tentent de maintenir la communication avec leur public par divers moyens qui rivalisent de créativité – infolettres, captations vidéo disponibles en ligne, performances en direct, développement de radio-théâtre en baladodiffusion, etc. – force est d'admettre que l'essence de la relation est compromise. Le renouvellement des abonnements pour la saison 2020-2021 est déjà à la baisse, et il est ardu d'imaginer, à l'ère de la distanciation physique, combien de spectateur.trice.s pourront seulement franchir les portes d'un théâtre dans les mois à venir. Pour les artistes, dont le contact avec le public est la raison d'être de la pratique, la crise est à l'origine d'une perte de repères sans précédent.

Pour la suite

Au cours des prochaines saisons, la fréquentation des spectacles accusera une forte baisse, tant pour les théâtres traditionnels que les festivals et les représentations *hors les murs* (gymnases, résidences pour aîné.e.s, mais aussi rues, parcs, places publiques, etc.) Même dans l'éventualité d'une sortie de crise complète, incluant l'accès universel à un vaccin, le spectacle ne sera probablement pas une priorité pour l'ensemble de la population, ne serait-

ce que parce que la situation économique ne le permettra pas. Dans la perspective d'un déconfinement progressif, on peut s'attendre à une reprise de la vente des billets plus lente, particulièrement chez les personnes âgées, qui constituent une part importante du public théâtral. À cause de leur vulnérabilité au virus, ces personnes risquent d'être exhortées à ne pas se rendre dans les salles de spectacles lorsqu'elles ne s'en dissuaderont pas elles-mêmes, faute d'un vaccin ou d'un traitement. L'incertitude concerne aussi les publics scolaires qui auront d'autres priorités, tandis que plusieurs mois de cours seront à rattraper.

Peu importe la forme que prendra le déconfinement, il est impensable d'espérer remplir les salles de théâtre comme avant la crise. Pour assurer la santé et la sécurité de toutes et tous, il faudra modifier les conditions d'accueil du public, notamment dans la taille de la jauge et la façon de placer les spectateur.trice.s. Par conséquent, des dépenses importantes sont à prévoir, tant pour compenser la perte anticipée des revenus de billetterie que dans les coûts de modification des conditions d'accueil. En outre, les bouleversements dans les mœurs et la peur des rassemblements exigeront de trouver des formules incitatives (tarifs spéciaux, activités promotionnelles, etc.) pour faciliter le retour du public. Il faudra à cet effet repenser complètement les plans de communication, ce qui impliquera de renouveler leur budget.

Parmi les artistes et les travailleur.euse.s culturel.le.s, il y a une crainte que les secteurs artistique et culturel, souvent considérés, à tort, comme un luxe, se retrouvent défavorisés par les multiples défis que représente le déconfinement progressif. Et si on exige des théâtres qu'ils rouvrent en dernier – une impression fortement partagée dans le milieu – il faudra prévoir une aide gouvernementale spécifique qui pour le moment fait défaut.

Est-ce que les spectateur.trice.s reviendront?

Les publics seront-ils au rendez-vous? Les personnes qui ont subi des pertes financières auront-elles des fonds pour aller au théâtre, en auront-elles seulement envie? Qu'advient-il des sorties scolaires? En l'absence d'informations claires sur les scénarios de déconfinement, les craintes que le public ne soit pas au rendez-vous au sortir de la crise sont grandes. Si on peut espérer que beaucoup de gens auront envie de se changer les idées et de se divertir, les situations financières, la peur et la complexité des éventuelles conditions d'accueil constitueront des freins majeurs à la reprise d'une activité culturelle normale.

Il ne faut pas sous-estimer l'impact du stress social que la pandémie trace dans son sillon. À cet effet, le traumatisme collectif ne peut pas être exclu des créations futures, et surtout des programmations. Les spectateur.trice.s seront-ils et elles réticent.e.s aux œuvres qui traitent de sujets trop graves? Auront-ils et elles plutôt besoin de légèreté? Mais aussi, comment les inciter à participer à nouveau à des événements *live* après une période où ils et elles auront pris l'habitude d'assister à des œuvres en ligne? Ces nouvelles habitudes de consommation vont-elles modifier l'intérêt du public pour les arts vivants? Dans l'anticipation de retrouvailles incertaines avec le public, la crainte de voir leur pratique remise en question par une partie de la population et de tomber dans l'oubli, hante plusieurs artistes.

Arrêt des activités de médiation

Impacts actuels

Une des grandes inquiétudes en rapport avec la relation au public concerne les projets de médiation en milieu scolaire (rencontres en CPE, écoles, etc.) Si l'annulation de ces activités est regrettable pour les jeunes qui se retrouvent privé.e.s de l'opportunité – souvent trop rare – d'accéder à des manifestations artistiques vivantes, la perte est d'autant plus grande pour les travailleur.euse.s dont les revenus en dépendent. Pour ajouter au stress de la précarité, aucune information claire n'est communiquée par le gouvernement pour orienter ceux et celles qui œuvrent dans ce domaine. Par exemple, dans le cadre du programme *La Culture à l'école*, les artistes inscrit.e.s au Répertoire Culture-Éducation attendent toujours la confirmation que leurs contrats seront honorés par le Ministère.²

Impacts anticipés

« Étant donné que la majorité de nos représentations ont lieu dans le milieu scolaire ou les résidences pour personnes âgées, la priorité de nos clients ne sera pas la tenue d'activités culturelles tel que le théâtre. Nous devons certainement agir en bon ambassadeur de notre art pour convaincre la population de se réunir à nouveau, de l'importance de cet art et de nous soutenir. »

Une diminution des sorties culturelles en milieu scolaire est largement anticipée, en raison de la réduction des moyens financiers des écoles, de la réduction de l'offre des diffuseurs, des craintes des parents, ainsi que de la volonté du milieu scolaire de rattraper le temps pédagogique perdu. Si la culture est mise temporairement de côté pour favoriser le rattrapage, les prochaines saisons risquent d'être difficiles et d'affecter le lien fragile que les théâtres entretiennent avec les écoles. Lors de la reprise des classes, le nombre d'activités à reporter, reprogrammer et réimaginer risque de solliciter les enseignant.e.s de manière vertigineuse. En outre, des craintes sont soulevées par la récente directive du gouvernement qui demande aux commissions scolaires et aux centres de service d'honorer les engagements envers les artistes. Malgré que cette directive soit favorable aux artistes, sa mise en application risque de donner lieu à certaines luttes, considérant que les négociations sont généralement moins menées avec les directions et les centres de service, qu'avec les enseignant.e.s eux-mêmes, qui seront alors débordé.e.s.

² Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a depuis précisé que les contrats signés dans le cadre du programme *La Culture à l'école* seraient honorés.



COMMENT IMAGINER LA SUITE POUR LE THÉÂTRE?

Crème-glacée, Théâtre La Seizième Photo © Shizuka Kai

Difficile report de saison

Casse-tête administratif

S'il est clair que la crise a forcé le sacrifice d'une partie de la saison 2019-2020, il semble de plus en plus évident qu'elle emportera également une partie de la saison 2020-2021 ou à tout le moins qu'elle forcera son adaptation au contexte sanitaire actuel. Le report des spectacles annulés est complexe et risque d'engorger les calendriers des théâtres. Chez les artistes, la peur de voir leur spectacle simplement disparaître est immense. Or, les projets prévus pour l'année prochaine – et même pour les subséquentes – étant déjà planifiés depuis des mois, les décaler à leur tour implique de bousculer dans un effet domino toute la saison qui suivra. Ce casse-tête de réorganisation se superposera à la rédaction des nouvelles demandes de subvention et à la recherche de financement privé, qui occupent habituellement les équipes à l'automne. Les efforts à fournir pour la reprise seront donc conséquents, car à l'énergie pour le repositionnement et l'élaboration de scénarios qu'engageront la gestion et le renouvellement des subsides, s'ajoutera le besoin de publiciser davantage les activités théâtrales. Dans la mesure où il est presque impossible de planifier à moyen terme, ce travail risque de se solder ironiquement par une perte d'efficacité, les heures travaillées ne garantissant pas de résultat puisque tous les projets sont en danger. Les travailleurs.euses culturels.le.s risquent d'être surchargé.e.s, tandis que les théâtres tenteront de tous reprendre en même temps. Cette situation causera une fatigue généralisée du personnel permanent qui aura tenu le fort tout au long de la crise et qui devra redoubler d'efforts à la reprise.

« En tant que productrice au sein d'une compagnie, le travail effectué autour du report des activités, dans un climat d'incertitude, pousse à effectuer de nombreuses actions tout en étant encore dans l'impossibilité d'en connaître l'utilité réelle. J'ai passé beaucoup de temps à travailler sur de nouveaux horaires et budgets pour une production reportée, sans savoir si les dates du report resteront valides. »

Le coût du confinement prolongé

Pour pallier ces nouvelles charges, des coûts d'embauche et de remplacement, ainsi que d'ajouts de répétitions sont à prévoir. Pour réorganiser les échéanciers et créer de l'espace dans des calendriers déjà chargés, certains diffuseurs et producteurs craignent devoir engager un.e assistant.e, sans avoir les moyens de le.la rémunérer. Les ressources supplémentaires seront aussi à prévoir pour les concepteur.trice.s rendu.e.s indisponibles par des horaires d'entrée en salle qui ne concordent plus. À ces nouvelles dépenses s'ajoute la perte des activités ciblées de financement, attendues dans les prochains mois. C'est le cas par exemple des soirées bénéfiques et des cocktails de financement, pour lesquels des frais ont parfois déjà été engagés. Pour les organismes, l'inquiétude quant à leur capacité de livrer ces activités lucratives est grande. Par conséquent, le déficit engendré pendant la saison 2019-2020 ne sera pas rétabli par le report des spectacles annulés, mais hypothéquera plutôt les saisons à venir.

Du côté des artistes, l'impact est désastreux. Que faire des contrats déjà signés qui leur garantissaient des revenus? La raison de force majeure est appliquée à la période de confinement, mais en situation de déconfinement progressif, les ententes auront-elles toujours valeur légale? Si plusieurs engagements reposaient sur des ententes verbales – ce qui est monnaie courante dans le milieu – les producteurs et les diffuseurs hésitent maintenant à conclure. D'un autre côté, dans l'éventualité où les projets sont maintenus, il y a un impératif d'en statuer les termes avant d'engager des heures de travail, ne serait-ce que sous la forme d'un précontrat. À cet effet, une concertation et une prise de position doivent à tout prix avoir lieu entre les différentes associations professionnelles afin de protéger les travailleur.euse.s autonomes.

Incertitudes quant à l'avenir

A-t-on abandonné le secteur théâtral?

L'incertitude que vivent aujourd'hui les travailleur.euse.s en théâtre est à l'origine d'une grande anxiété, générée principalement par le caractère de grand rassemblement qu'impose leur médium. La nature de leur pratique semble sérieusement menacée par la crise, à plus forte raison quand on ne connaît pas l'issue du confinement actuel, et qu'une deuxième vague de contagion est attendue à l'automne. Alors que c'est normalement le pain quotidien du travail contractuel, anticiper l'avenir et savoir comment s'organiser en conséquence relève maintenant de l'impossible. Par conséquent, beaucoup de travail est investi dans le vide, ce qui mine le moral des équipes et contribue au sentiment d'abandon ressenti à l'égard du gouvernement. Le flou entourant une éventuelle reprise des activités artistiques rend les travailleur.euse.s en théâtre particulièrement vulnérables, surtout quand, à l'époque où le sondage fut mené, le ministère de la Culture et des Communications n'avait toujours pas communiqué toujours pas d'annonce les concernant.

Les plus vulnérables à risque

« Je suis travailleuse autonome et mère monoparentale. Je travaille grâce aux commandes de textes. J'arrive à m'en sortir financièrement, surtout si la pièce commandée peut être montée. Là,

c'est comme si tout tombait à l'eau. S'il n'y avait que moi ce serait autre chose, mais avec un enfant de quatre ans, L'INCERTITUDE de demain et la NON PROJECTION me clouent par terre. »

Chez les petites compagnies, alors que plusieurs artistes n'ont pas été payé.e.s, et parce que toutes et tous n'ont pas accès aux dernières informations et mesures l'espoir cède à la panique. Peu rassuré.e.s par ce qu'ils et elles en comprennent, notamment via les réseaux sociaux, plusieurs prennent le parti de payer malgré les annulations, courant le risque de leur propre faillite.

L'incertitude a un coût. La peur de manquer d'argent est réelle pour les artistes, les travailleur.euse.s autonomes et les petites compagnies qui représentent le maillon faible du milieu théâtral. Si la crise se prolonge au-delà de quatre mois, de nombreux.euses travailleur.euse.s en situation de précarité se retrouveront privé.e.s de la PCU, sans ressources pour subvenir à leurs besoins. Or, il ne faut pas oublier que tout.e.s n'ont pas droit à la PCU. Pour les personnes sans statut permanent au Québec et au Canada, l'incertitude est cruelle. Ces personnes sont doublement touchées par la crise, car le traitement de leur demande de résidence est actuellement retardé, condition sine qua non pour déposer une demande de subvention en art. La crainte que le milieu soit encore plus fermé aux personnes immigrantes se voit donc renforcée.

Impacts sur les enveloppes budgétaires

Sur les projets en cours

Dans la situation actuelle, il est de première importance que les bailleurs de fond se montrent flexibles. Pour les artistes comme pour les organismes, un changement dans les grilles d'évaluation des conseils des arts, en fonction des nouvelles réalités qu'éprouvent les artistes et les travailleur.euse.s du secteur culturel, doit être envisagé. La souplesse des différents conseils pourra faire la différence pour des projets en cours de création, de production ou de diffusion, et que la crise met actuellement en péril. La révision des échéances, par exemple, semble nécessaire dans tous les cas où le calendrier se trouve bousculé par le confinement. Dans le cas d'une bourse ou d'un financement réparti en versements conditionnels au dépôt d'un rapport d'activités, la date butoir devient obsolète, car le travail n'aura pu être effectué en totalité, tandis que celui déjà effectué demeure non-rémunéré. Les dates et les critères d'appel ou de renouvellement des demandes sont également à réviser, attendu que les activités auront été amputées par le confinement. Ces informations, quoique précises, sont vitales pour beaucoup de travailleur.euse.s du secteur, pourtant, à l'époque où le sondage fut mené, presque aucune information n'avait été communiquée.

Sur les projets futurs

Tandis qu'un impact économique de la crise sur les enveloppes gouvernementales dédiées à la culture est à craindre, la capacité des artistes et des organismes à se qualifier est affectée. Plusieurs organismes redoutent de recevoir une évaluation négative des subventionnaires, en lien avec une diffusion future carencée. L'annulation de certaines activités de médiation, par exemple, ou encore le faible taux d'affluence aux représentations, pénalisera les compagnies qui fonctionnent sur les subventions à projet. En outre, la perte de revenus provenant du financement privé pourrait avoir un impact sur l'éligibilité future de certaines compagnies, puisque dans les budgets présentés aux subventionneurs, une partie du

financement privé justifie les sommes versées. Dans un autre ordre d'idée, pour les conseils d'administration, dans ce contexte, le lien est difficile à conserver et le recrutement impossible. Pourtant les subventionnaires examinent leurs bonnes pratiques.

Le ministère de la Culture et des Communications considérera-t-il ces facteurs et ce contexte? Se montrera-t-il solidaire à la situation sans précédent que traverse le milieu du théâtre? À moyen terme, on craint une baisse du financement public dans la culture afin de combler les pertes budgétaires occasionnées par la crise. C'est pourquoi les ressources financières pour le soutien à la culture devront être repensées : c'est la situation qui exige le renouvellement du modèle. À long terme, on craint le désengagement des gouvernements par rapport aux arts pour mettre l'argent vers des services plus essentiels. Pour les organismes et les travailleurs.euse.s en théâtre, cela équivaut à moins de subventions, moins de revenus, et surtout, un retour en arrière de plusieurs années de lutte pour la reconnaissance.



Dis merci, une production de Joe Jack et John. Photo © Catherine Aboumradi.

À la lumière des résultats du sondage mené par le CQT en avril 2020, il appert que le confinement forcé par la COVID-19 est incompatible avec la nature grégaire du théâtre. Les conséquences sur les artistes et les travailleur.euse.s culturel.le.s sont énormes : non seulement la conciliation travail vie privée/vie professionnelle freine la création et le développement de nouveaux projets, mais l'isolement provoque une détresse psychologique réelle. Sans surprise, l'interdiction de se rassembler impose aussi un ralentissement aux organismes et prive les travailleur.euse.s autonomes de la visibilité requise à l'acquisition de nouveaux contrats.

Le confinement est la cause d'une précarité financière dont on ne perçoit que la cime. Pour les artistes et les artisan.e.s de la scène, les conséquences sont immédiates, sachant que leurs contrats annulés ou reportés pour raison de force majeure ne seront pas, pour la plupart, honorés. Pour les organismes, producteurs et/ou diffuseurs, les dommages en menacent plusieurs de faillite. Par ailleurs, tous les revenus associés aux tournées et aux partenariats internationaux sont stoppés, sans garantie de report.

Ces impacts financiers drainent un coût humain qui met des centaines voire des milliers de travailleur.euse.s à risque. Aux ruptures de contrats s'ajoutent des mises à pied d'urgence qui en poussent plusieurs à se réorienter, privant le milieu de précieuses expertises. Ce détricotage du tissu social annonce une dure reprise des activités pour des équipes que la crise aura éprouvée, sans parler de la relève pour laquelle les perspectives se trouveront réduites.

Un des impacts majeurs de la COVID-19 pour la pratique théâtrale concerne le rapport au public, que celui-ci soit scolaire ou régulier. Non seulement la crise rompt à court terme le lien entre la scène et les spectateur.trice.s, mais elle présage aussi d'une relation longue à reconstruire. Une fois le confinement terminé, les modalités d'accueil risquent de compliquer

la fréquentation des théâtres. En outre, le traumatisme qui marque actuellement notre collectivité affectera la façon dont les publics recevront les œuvres.

Dans ces conditions, imaginer la suite pour l'art théâtral est ardu. Les spectacles annulés par la crise sont sur la sellette, attendu qu'ils ne trouveront pas nécessairement d'espace dans les programmations de l'année prochaine, déjà planifiées à la journée près. Or, même ces prochaines saisons sont menacées, puisqu'on ignore encore à quelles mesures elles seront soumises, et surtout, si les théâtres bénéficieront du soutien nécessaire à leur réalisation. En date du 20 avril 2020, alors que le CQT ferme le sondage qui permet de récolter ces informations, encore trop peu d'annonces sur les intentions du ministère de la Culture et des Communications ne permettent au secteur théâtral de cultiver à cet égard un réel espoir. La crainte que le soutien financier n'arrive pas - ou trop tard - plonge de nombreuses personnes dans l'angoisse.

« Je souhaite une façon différente, plus humaine et plus éthique de faire de la création et de la diffusion. Je veux un milieu fort, un sentiment d'appartenance à un groupe qui s'entraide, qui collabore, partage et se respecte. Une remise en question du système capitaliste – que nous maintenons et promouvons allègrement –, de nos rythmes de travail, de nos valeurs. »

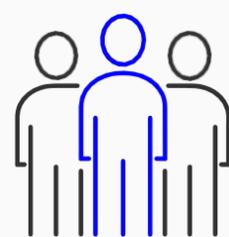
La crise de la COVID-19 exacerbe la précarité d'un écosystème déjà fragile. Si les artistes, les petits et les grands organismes ainsi que leurs associations respectives ne sont pas soutenus adéquatement, c'est l'ensemble de l'écologie du milieu qui menace de s'atrophier. Pour que les artistes et les travailleur.se.s puissent continuer à exercer leur art dans des conditions viables, c'est tous les maillons de la chaîne qui doivent subsister. La crise actuelle semble appeler à une repensée en profondeur du milieu, un chantier que le CQT, accompagné de ses nombreux partenaires et des instances gouvernementales qui soutiennent le théâtre québécois, est déterminé à engager.

ANNEXE

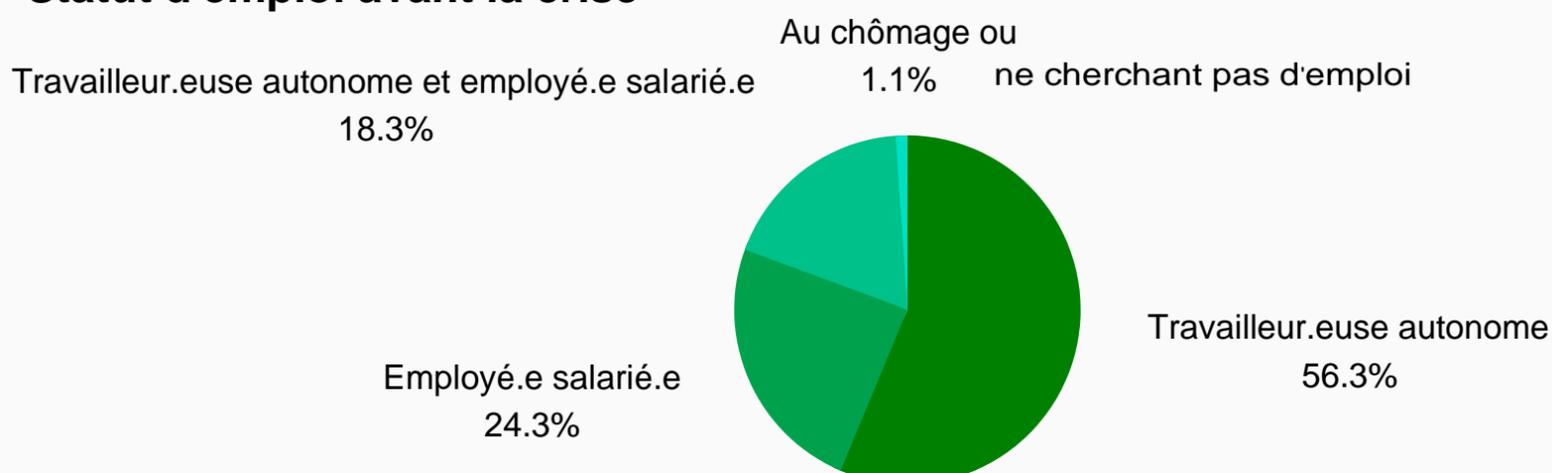
IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LE MILIEU THÉÂTRAL AU QUÉBEC



263 répondant.e.s

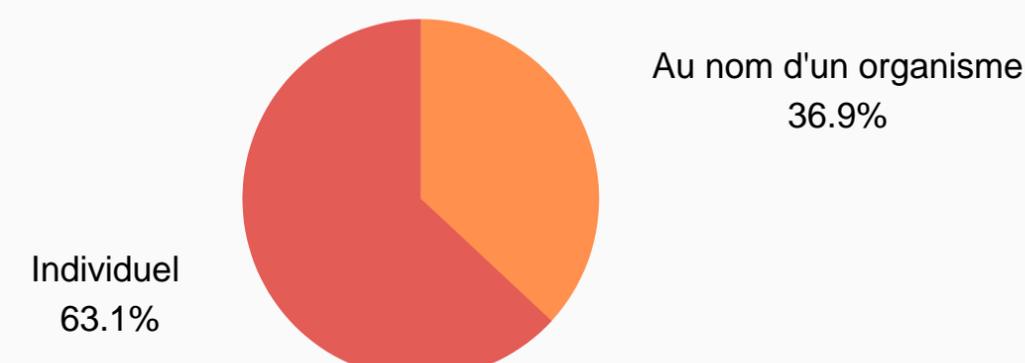


Statut d'emploi avant la crise

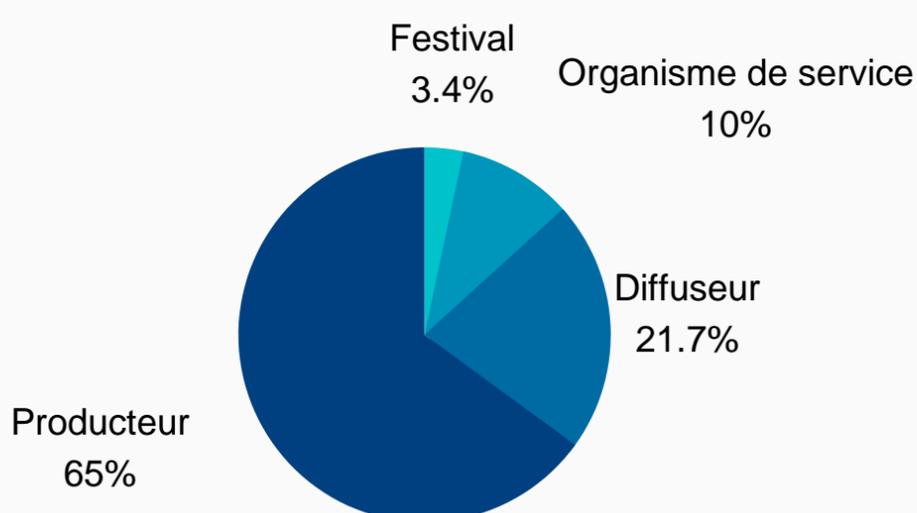


97 organismes répondants

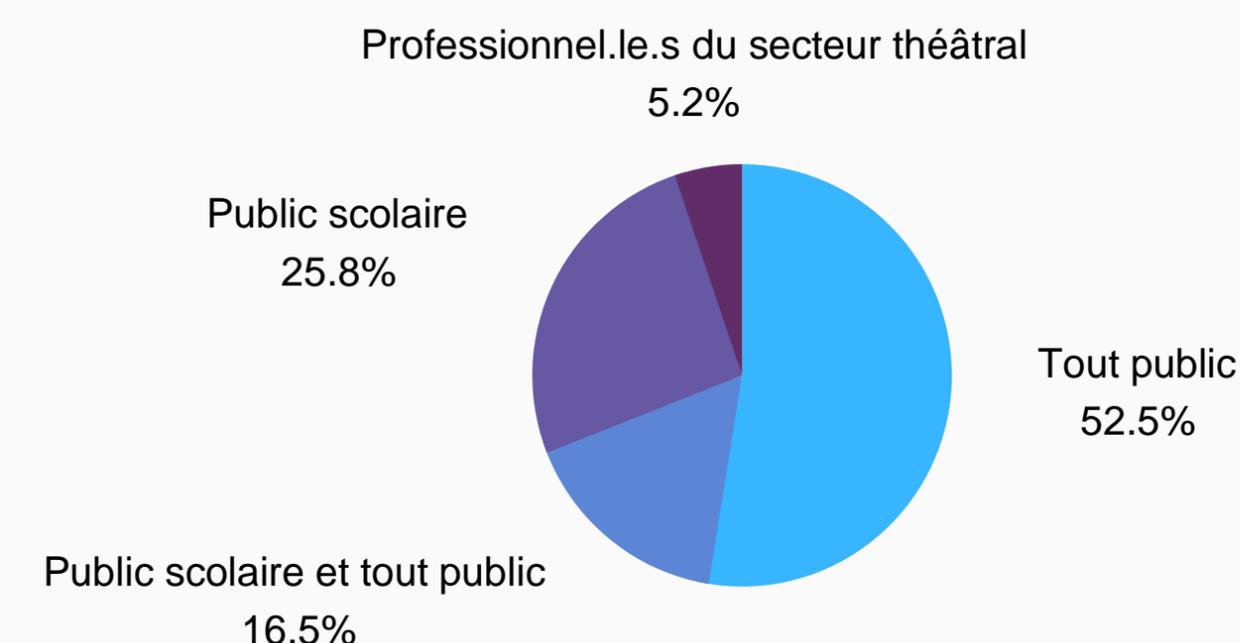
Répondant au nom d'un organisme



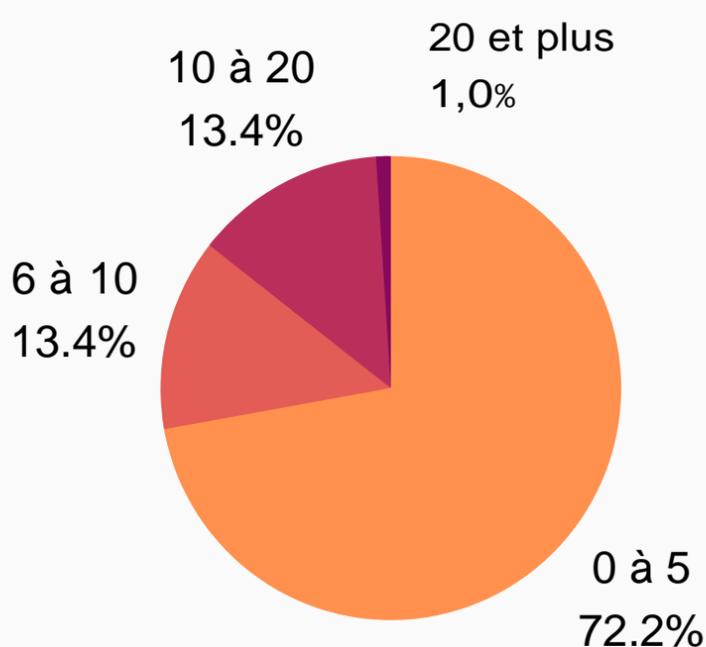
Type d'organisme



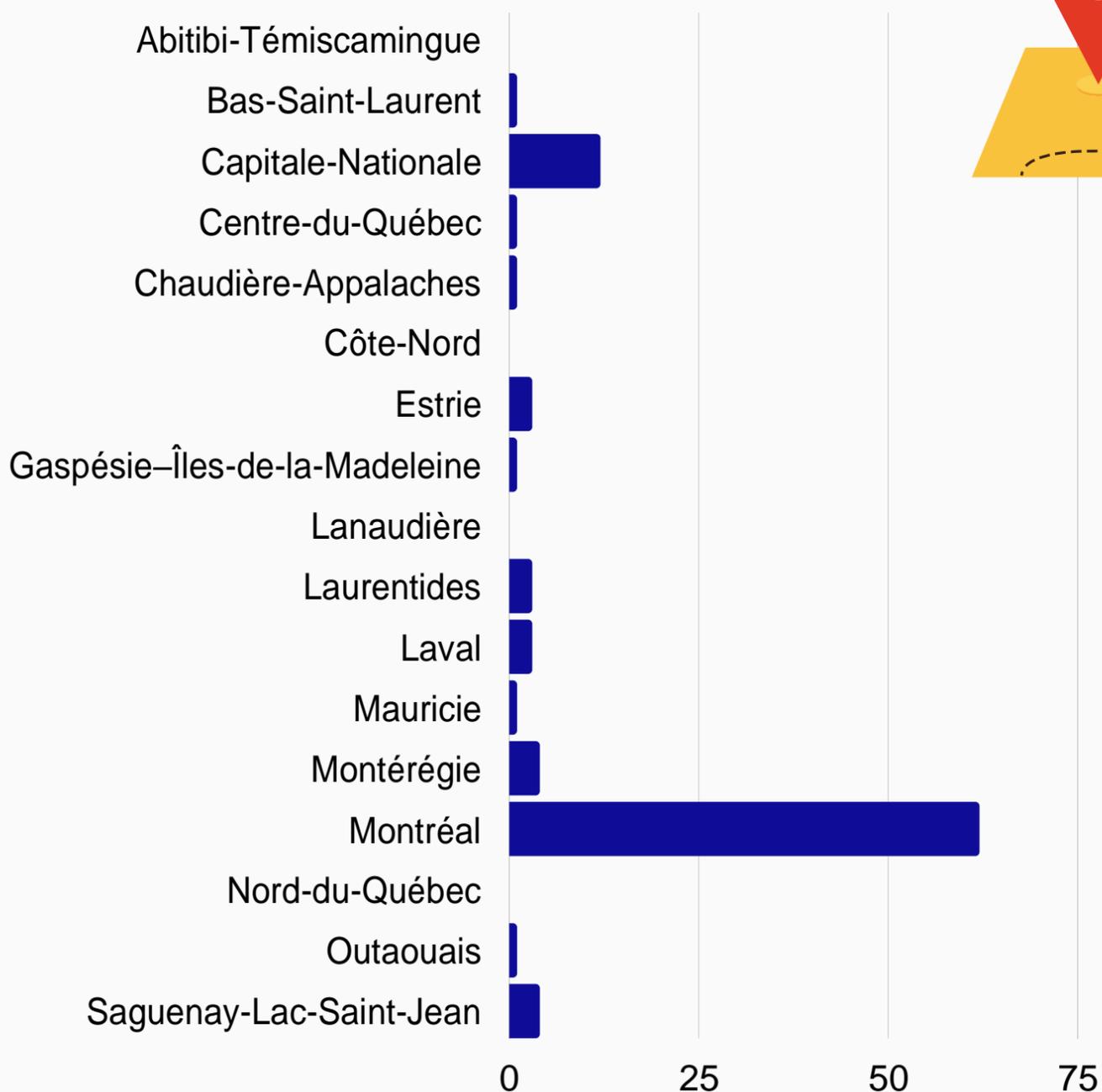
Public auquel s'adressent les activités de l'organisme répondant



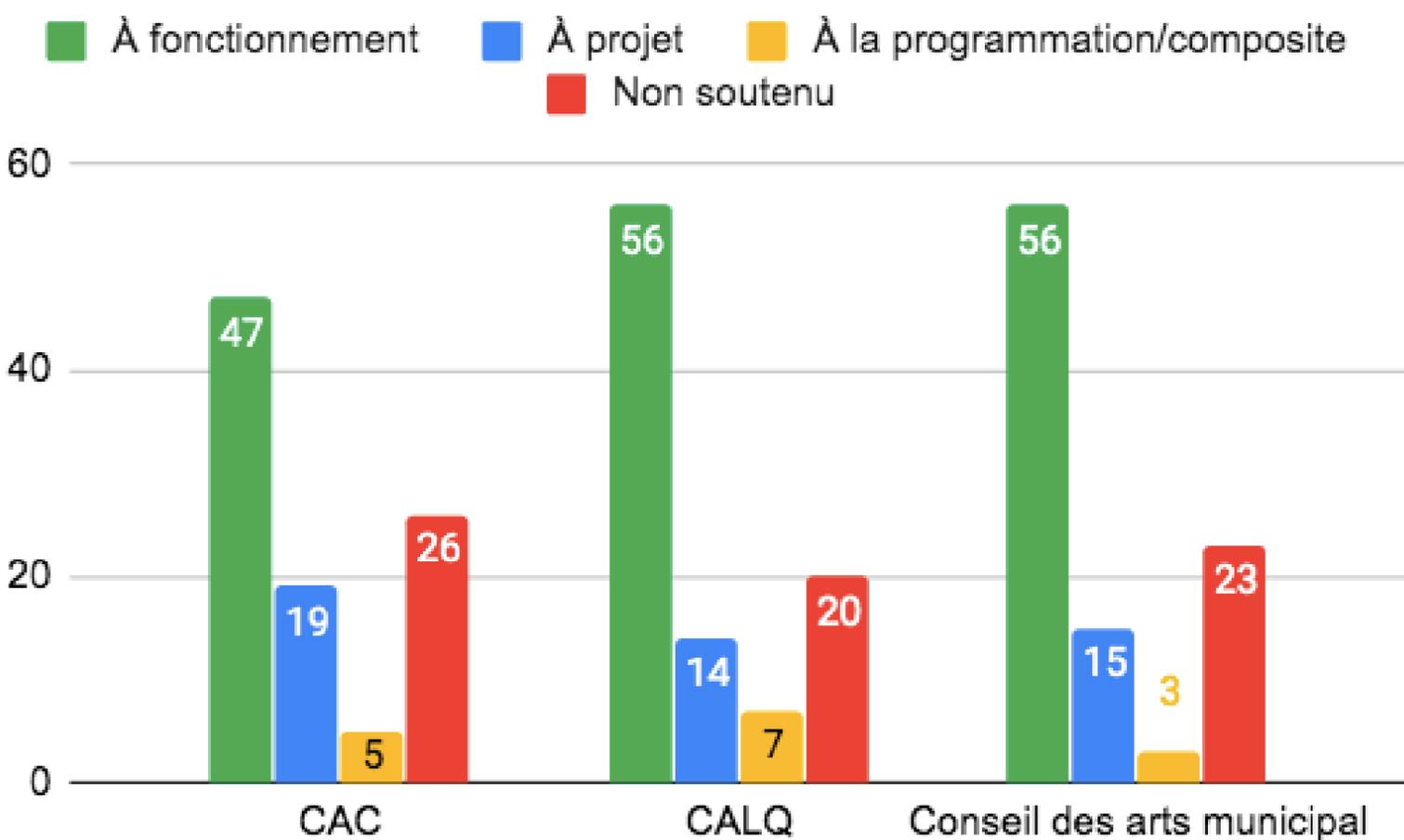
Nombre d'employé.e.s permanent.e.s dans l'organisme répondant



Régions administratives des organismes répondants



Provenance du soutien financier des organismes répondants



Impacts **actuels** sur les activités (organismes et individus)



- Arrêt obligé de **représentations de spectacles**: **87%**
- Arrêt obligé des **répétitions**: [redacted]
- Pertes de **cachets**: [redacted]
- Arrêt obligé de contrats avec des **travailleur.euse.s autonomes**: **98%**
- [redacted] personnes estiment avoir perdu des **opportunités de travail**



76% des personnes estiment avoir perdu des **opportunités de travail**



Les **trois quarts** des personnes affirment souffrir des **impacts psychologiques** de la crise (stress, anxiété, etc.)



3 personnes sur 5 se retrouvent dans l'**impossibilité d'entreprendre des démarches de création** et/ou de **recherche d'emploi**



Impacts **en cas de fermeture des salles jusqu'au 31 août** (organismes et individus)



- Annulation de **représentations de spectacles** : **85%**
- Annulation de **répétitions** : [redacted]
- Pertes de **cachets** : [redacted]
- Arrêt de contrat de service avec des **travailleur.euse.s autonomes**: **96%**

